

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST : OÙ EN EST-ON RÉELLEMENT ?

20 décembre 2023

INTRODUCTION

La sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest est un défi enraciné dans des problèmes structurels exacerbés par une succession de crises récentes. La région, déjà fragilisée par des décennies de conflits armés, d'instabilité politique et de chocs climatiques récurrents comme les sécheresses et les inondations, voit sa situation se détériorer encore davantage. Avec une population en pleine expansion, l'urgence d'assurer un accès suffisant et nutritif à l'alimentation se fait de plus en plus pressante. Aujourd'hui, les familles dépensent jusqu'à 50 % de leur revenu pour acheter de la nourriture, laissant peu de marge pour d'autres besoins essentiels tels que la santé et l'éducation. Les prix des denrées alimentaires dans cette région restent parmi les plus élevés des zones en développement, rendant les populations, surtout les plus pauvres, extrêmement vulnérables. Ces derniers peinent à subvenir à leurs besoins nutritionnels de base, une situation d'autant plus aggravée par la faiblesse de la production agricole locale, largement insuffisante pour répondre à la demande croissante.

Malgré l'existence de certaines initiatives, la production de semences améliorées, indispensable pour augmenter les rendements agricoles et renforcer la résilience face aux conditions climatiques difficiles, reste insuffisante. Le manque de professionnels spécialisés dans ce domaine et les difficultés d'accès des agriculteurs à ces semences limitent grandement leur capacité à optimiser leur production. Par ailleurs, le soutien financier accordé à la recherche agricole dans la région est notoirement insuffisant. Les chercheurs locaux, qui sont pourtant essentiels pour développer de nouvelles variétés de semences et améliorer les pratiques agricoles, manquent cruellement des ressources nécessaires pour mener à bien leurs travaux.

LES PANÉLISTES INVITÉS

Ont pris part à ce table ronde virtuelle :

Dr. Abdoulaye Mohamadou, Secrétaire exécutif du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)

Simone Zoundi, Promotrice de la Société d'exploitation des produits alimentaires et Présidente de la Fédération nationale des industries agroalimentaires et de transformation du Burkina (FIAB)

Philipp Heinrigs, Économiste au Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)

Olo Sib, Conseiller senior en recherche, suivi et évaluation au bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre du Programme alimentaire mondial (PAM)

Sibiri Jean Zoundi, Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)

Gilles Yabi, Directeur Exécutif de WATHI (modérateur)

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- Les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire se trouvent actuellement dirigées par des régimes militaires, notamment dans la région des trois frontières (Liptako-Gourma). Cette zone a été le théâtre de nombreuses crises au cours des dernières décennies, exacerbées par des conditions climatiques changeantes, telles que des sécheresses prolongées. En 2023, des pays comme le Burkina Faso, le Niger, le Tchad et le nord du Nigeria ont été particulièrement touchés, impactant significativement la production agricole. Par exemple, la production céréalière de la région a atteint environ 76 millions de tonnes, soit une légère baisse de 1% par rapport à la campagne de 2022, principalement due aux conditions climatiques arides. Dans les régions méridionales, la production de tubercules et de racines a augmenté pour atteindre environ 205 millions de tonnes, malgré des défis persistants. Toutefois, la situation alimentaire dans les pays du Golfe de Guinée se détériore, exacerbée par l'inflation résultant de la dépréciation des monnaies locales. Il est également crucial de noter l'augmentation de la pauvreté dans ces régions, avec environ 30,1 millions de personnes nécessitant une assistance immédiate, un chiffre qui pourrait grimper à 44,5 millions si des mesures appropriées ne sont pas prises. Globalement, environ 86,5 millions de personnes sont menacées par la pauvreté et l'insécurité alimentaire, malgré une disponibilité alimentaire potentielle, mettant en évidence les défis d'accès pour des millions de personnes dans l'une des régions les plus pauvres du monde.
- Le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) collabore activement avec ses partenaires pour mettre en œuvre plusieurs initiatives visant à assurer une surveillance efficace et une production de données robustes dans la région. Parmi ces initiatives, le dispositif régional de Prévention et de gestion des crises alimentaires (PREGEC) couvre tous les pays de la région et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), permettant une évaluation trimestrielle de la situation agricole et alimentaire. En complément, nous utilisons un outil appelé le Cadre harmonisé, impliquant nos principaux partenaires régionaux et le Programme alimentaire mondial (PAM), pour évaluer la vulnérabilité alimentaire à l'échelle régionale. Le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) réunit les principaux acteurs deux fois par an : en décembre, après la saison des pluies en Afrique, et en avril au siège de L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris, pour évaluer la situation avant la période de soudure. Nous utilisons également des prévisions saisonnières pour anticiper les conditions météorologiques et les risques d'inondations dans la région, tout en surveillant les menaces spécifiques telles que les conflits et autres crises grâce à divers outils de veille informationnelle. Ces dispositifs combinés permettent une meilleure compréhension et réponse aux défis complexes liés à la sécurité alimentaire et à la résilience dans notre région, en collaboration étroite avec nos partenaires pour assurer une réponse efficace et coordonnée.
- Les différents outils utilisés permettent de suivre la production alimentaire, en identifiant les zones où la production est abondante et celles où elle est plus faible, fournissant ainsi un indicateur crucial pour évaluer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En parallèle, nous surveillons également les marchés pour évaluer la disponibilité et les prix des produits alimentaires. Par exemple, des pays comme le Ghana ou le Libéria, traditionnellement considérés comme moins à risque, peuvent être affectés par des fluctuations monétaires et des problèmes de sécurité qui influencent la production locale et l'accès aux marchés. Il est essentiel de considérer non seulement la situation régionale, mais aussi les dynamiques du marché international, car nos pays sont souvent de grands importateurs de denrées alimentaires. Grâce à des partenariats avec des organisations telles que la FAO, nous avons accès à des données sur les prix internationaux

des produits alimentaires. Actuellement, même si les prix mondiaux montrent des signes de stabilisation après des crises précédentes, ils restent souvent élevés et inaccessibles pour une grande partie de la population. En Afrique de l'Ouest, une grande partie des besoins alimentaires est satisfaite par le marché, en particulier en milieu urbain, où environ 90 % des besoins sont couverts par des achats sur le marché. Cette tendance se reflète également dans les zones rurales, bien que de manière moins prononcée avec environ 50 % des besoins alimentaires satisfaits par le marché.

- La disponibilité et le prix des aliments sur le marché dépendent de plusieurs facteurs, comme les coûts de transport, de stockage et les pertes pendant la chaîne d'approvisionnement. Par ailleurs, l'accès à une alimentation saine est un défi majeur. Une alimentation saine doit non seulement satisfaire les besoins énergétiques, mais aussi fournir une diversité nutritionnelle incluant des micronutriments essentiels. Une alimentation équilibrée, riche en légumes, fruits, viandes et poissons, est souvent plus coûteuse qu'une alimentation basée uniquement sur les besoins énergétiques. Cette réalité est encore plus marquée en Afrique de l'Ouest comparée à d'autres régions du monde. Une alimentation insuffisante en diversité et en micronutriments est associée à environ 25 % des décès mondiaux ainsi qu'à de nombreuses maladies non transmissibles. En Afrique de l'Ouest, les prix des aliments sont généralement plus élevés que dans d'autres régions au même niveau de développement, ce qui rend l'accès à une alimentation adéquate particulièrement coûteux pour de nombreuses populations. Le coût d'une alimentation saine, comprenant plus de viande, de poissons, de légumes et de fruits, est souvent plus élevé que celui d'une alimentation de base satisfaisant seulement les besoins énergétiques. Cette disparité est plus marquée en Afrique de l'Ouest.
- La réponse internationale et celle des gouvernements locaux a été significative, mais elle reste insuffisante face à l'ampleur du problème. Les initiatives de lutte contre l'insécurité alimentaire se heurtent à plusieurs défis majeurs. Bien que des plans de réponse nationaux existent, ils peinent à répondre aux besoins croissants de la population. Ces plans, établis par les gouvernements et leurs partenaires, visent à aider les personnes vulnérables durant les périodes de soudure.

Cependant, tous ceux identifiés comme en situation d'insécurité alimentaire ne reçoivent pas forcément l'aide nécessaire. Une des stratégies employées consiste à intégrer les programmes de protection sociale, qui se développent malgré les contraintes budgétaires. Ces programmes, tels que les cantines scolaires, jouent un rôle crucial non seulement pour nourrir les enfants et développer leur capacité intellectuelle, mais aussi pour stimuler les économies locales en s'appuyant sur la production locale. Par exemple, au Cap-Vert, les cantines scolaires sont alimentées par des produits locaux, créant ainsi un marché pour les producteurs régionaux. La distribution de nourriture par des organisations comme le Programme alimentaire mondial (PAM) a évolué. Aujourd'hui, environ 60 à 70 % de l'aide est fournie sous forme de transferts monétaires, ce qui permet aux bénéficiaires d'acheter des produits locaux, en soutenant ainsi l'économie locale et répondant plus efficacement aux besoins nutritionnels. Cependant, les défis persistent, notamment en matière d'échelle et de coordination des initiatives. Bien que de nombreuses actions soient en place, elles ne parviennent pas à atteindre une échelle suffisante pour avoir un impact significatif. De plus, l'intégration et la coordination des efforts entre les différentes parties prenantes sont souvent insuffisantes, limitant l'efficacité des réponses apportées.

- En termes de production agricole, l'Afrique de l'Ouest a connu des progrès significatifs au cours de la dernière décennie. Des pays comme le Sénégal, la Mauritanie et le Mali ont investi dans l'irrigation et l'utilisation de semences sélectionnées, ce qui a conduit à une augmentation notable des rendements. Cependant, malgré ces avancées, la productivité reste un défi en raison de l'utilisation limitée d'intrants agricoles. Les personnes déplacées, qu'elles soient réfugiées ou déplacées internes, représentent une part importante des bénéficiaires de l'aide. Avec des millions de personnes déplacées, souvent en raison de conflits ou de conditions économiques difficiles, la nécessité d'une assistance continue et efficace est cruciale. La production agricole en Afrique de l'Ouest a régulièrement augmenté ces dernières années, bien que cela soit peu souligné. Cette croissance, bien que positive, est souvent masquée par la pression démographique croissante, qui absorbe une grande partie des gains de production. Par exemple, des

pays comme le Sénégal, la Mauritanie et le Mali ont enregistré des progrès notables en matière de production agricole, notamment dans des cultures spécifiques comme le riz. De même, des pays du Golfe de Guinée, tels que le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Nigeria, ont vu une augmentation significative de la production de racines, de tubercules et de céréales. Les facteurs clés ayant contribué à cette évolution incluent des investissements importants dans l'approvisionnement en eau, particulièrement après la crise alimentaire de 2008. Ces investissements ont permis d'améliorer les rendements dans les zones où l'eau est maîtrisée.

- La productivité agricole reste un défi majeur pour la région principalement à cause de l'utilisation restreinte de meilleures semences et d'engrais. Moins de 10 % des exploitations utilisent des semences améliorées, et l'utilisation d'engrais est également limitée. La crise russo-ukrainienne a mis en lumière la dépendance de la région aux importations d'intrants agricoles, soulignant la nécessité de renforcer la production locale de ces ressources. Un autre défi important est le financement de la production agricole. Bien que certains pays aient augmenté les investissements publics, le financement privé, notamment par les institutions financières, reste limité, particulièrement pour les petites exploitations agricoles qui représentent la majorité des producteurs de la région. Par exemple, au Sénégal, moins de 6 % des exploitants ont accès à un financement adéquat pour soutenir leur production. De plus, la commercialisation des produits agricoles reste un défi, notamment en raison de l'insuffisance des infrastructures de transport et de stockage. Par exemple, environ 40 % de la production de manioc au Ghana est perdue avant d'atteindre le marché, principalement en raison des conditions de stockage inadéquates.

RECOMMANDATIONS

- Intervenir sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Il est crucial d'améliorer la productivité agricole, de mieux gérer les coûts de transformation, et de renforcer les infrastructures de distribution. Cela inclut des investissements ciblés dans la production et la distribution de produits essentiels, ce qui permettra de réduire les prix et d'améliorer la nutrition dans la région.
- Favoriser l'intégration du marché alimentaire régional. En exploitant les complémentarités agroalimentaires entre pays, il est possible de créer des synergies économiques. Cela passe par la facilitation des échanges commerciaux, l'harmonisation des réglementations, et la création d'un environnement favorable pour les producteurs alimentaires régionaux.
- Renforcer la coopération régionale face aux variations saisonnières. Il est essentiel de mettre en place des mécanismes de partage d'informations et de coordination entre les pays pour atténuer les chocs de production. Cela garantit un approvisionnement alimentaire stable et fiable tout au long de l'année.
- Diversifier les sources de financement du secteur agricole. Les États devraient explorer des alternatives telles que la création de fonds nationaux dédiés, l'encouragement des investissements privés locaux, et le développement de mécanismes financiers innovants adaptés au contexte agricole pour soutenir le secteur.
- Utiliser les données pour cibler les politiques alimentaires. En analysant les coûts d'une alimentation saine, les gouvernements peuvent identifier les aliments nutritifs et essentiels qui restent inaccessibles pour de nombreux citoyens. Des politiques et programmes de sensibilisation devraient être promus, notamment dans les écoles et les communautés, pour encourager une alimentation équilibrée.
- Investir dans les infrastructures pastorales. L'amélioration de la durabilité et la résilience du secteur de l'élevage passe par le développement de pâturages améliorés et de points d'eau adaptés. Cela réduira la dépendance à la transhumance, stabilisera les pratiques d'élevage, et renforcera la sécurité alimentaire locale.
- Moderniser les pratiques d'élevage. L'adoption de techniques avancées, telles que la sélection génétique, une gestion sanitaire efficace des troupeaux, et des pratiques durables de gestion des déchets, est essentielle. Ces initiatives amélioreront non seulement la qualité des produits d'élevage, mais contribueront aussi à la préservation des écosystèmes locaux et à la réduction des

émissions de gaz à effet de serre.

CITATIONS DES INVITÉS

“La situation sécuritaire du Sahel a exacerbé la pauvreté et constitue un facteur de menace à la sécurité alimentaire.” **Dr. Abdoulaye Mohamadou, Secrétaire exécutif du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)**

“Au niveau du Sahel septentrionale, des pays tels que le Tchad, le Burkina Faso, le Niger ont été affectés par des séquences sèches très longues en 2023, ce qui a affecté la production de céréales avec une baisse de 1% par rapport à la campagne de 2022.” **Dr. Abdoulaye Mohamadou, Secrétaire exécutif du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)**

“Il est nécessaire de mieux suivre les prix et les marchés alimentaires pour connaître l’environnement d’accessibilité. Il est impératif de suivre plus de produits. Auparavant, on se concentrait seulement sur les céréales pour connaître les évolutions des prix, il faut une analyse plus large. De plus, dans l’application des politiques publiques, il faut identifier toute la chaîne pour avoir un impact sur le prix final du consommateur.” **Philipp Heinrigs, Économiste au Club du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest (CSAO)**

“Dans beaucoup de pays ouest-africains, 20% des dépenses concernent l’achat de céréales, environ 25% des dépenses sont sur les fruits, légumes, viandes et poissons. Une action des politiques publiques pour opérer une baisse des prix sur ces éléments aurait donc un impact significatif.” **Philipp Heinrigs, Économiste au Club du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest (CSAO)**

“Au cours des deux dernières décennies, la sécurité alimentaire dans les États du Sahel a été très préoccupante pour les agendas nationaux. Beaucoup de situations ont été évaluées notamment au niveau de la production de céréales qui est prioritaire.” **Simone Zoundi, Promotrice de la Société d’exploitation des produits alimentaires et Présidente de la Fédération nationale des industries agroalimentaires et de transformation du Burkina (FIAB)**

“Il est nécessaire de sensibiliser les populations sur des méthodes de travail et des comportements qui permettent d’accompagner l’État pour arriver

à la souveraineté alimentaire, notamment dans le domaine agricole.” **Simone Zoundi, Promotrice de la Société d’exploitation des produits alimentaires et Présidente de la Fédération nationale des industries agroalimentaires et de transformation du Burkina (FIAB),**

“Plusieurs millions de personnes sont déplacées de force, que ce soit en tant que réfugiés ou en raison d’une absence de documents d’identité valides. Ce chiffre est immense, et ces personnes dépendent fortement de l’assistance humanitaire pour survivre.” **Olo Sib, Conseiller senior en recherche, suivi et évaluation au Programme alimentaire mondial (PAM)**

“Aujourd’hui, un fort accent est mis sur les cantines scolaires, qui sont de plus en plus perçues comme un moyen d’offrir aux enfants des repas de qualité, composés de produits locaux. Ce retour à une alimentation saine et locale vise à améliorer la nutrition des élèves tout en soutenant les agriculteurs de la région.” **Olo Sib, Conseiller senior en recherche, suivi et évaluation au Programme alimentaire mondial (PAM)**

POUR ALLER PLUS LOIN

VIDÉO DE LA CONVERSATION



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Le podcast **Ça fait débat avec WATHI** sur le site de RFI

rfi.fr/fr/podcasts/ça-fait-débat-wathi/

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

